MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 26 10 2026

Réactions des marchés financiers brésiliens à la réélection de Lula

La réélection de Lula le 25 octobre a entraîné une correction des marchés financiers, qui anticipaient une victoire de Flávio Bolsonaro. En trois séances, l'indice boursier Ibovespa a diminué de 16,6%, tandis que le real s'est déprécié et que le risque souverain a augmenté, reflétant les inquiétudes des investisseurs sur les perspectives budgétaires.

Cible budgétaire pour 2027

Le budget fédéral brésilien pour 2027 devra concilier les nouvelles mesures sociales du gouvernement Lula avec les contraintes budgétaires. Alors que le projet de loi de finances prévoit un excédent primaire de 0,5 % du PIB, le ministre Dario Durigan souhaite renforcer cet objectif. Le financement des mesures annoncées (Bolsa Família, Desenrola, gratuité des transports le week-end) nécessiterait 20 Md BRL de redéploiements, dont les modalités restent à préciser.

LE CHIFFRE A RETENIR :

1,6%

La nouvelle prévision de croissance pour 2027 de la Confédération Nationale de l'Industrie, contre 2% auparavant.

Source : CNI

La CNI abaisse sa prévision de croissance du PIB brésilien à 1,6 % pour 2026

La Confédération nationale de l'industrie (CNI) a abaissé sa prévision de croissance du PIB brésilien pour 2026 à 1,6 %, contre 2 % précédemment, selon son rapport conjoncturel du troisième trimestre publié le 28 octobre. Cette révision reflète principalement des perspectives moins favorables pour l'industrie manufacturière et les services, dans un contexte de taux d'intérêt élevés et de ralentissement de la demande intérieure. Elle traduit également les difficultés de l'industrie à faire face à la hausse des coûts de production et à la concurrence des produits importés.

Évolution des marches

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-17,0%	+0,4%	169 429
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+18,5%	+11,6%	136
Taux de change USD/BRL	+6,9%	+4,1%	5,39
Taux de change €/BRL	+6,4%	+1,2%	6,02

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Réactions des marchés financiers brésiliens à la réélection de Lula

A la suite des résultats du second tour, l'Ibovespa a chuté de 13,9% lundi 26 octobre, sa plus forte baisse quotidienne depuis mars 2020. Après une relative stabilisation mardi (-0,5%), la Bourse a de nouveau reculé mercredi (-2,7%), à 171 006 points, dans un contexte marqué par des tensions politiques après le départ de Flávio Bolsonaro vers les États-Unis. Le real s'est déprécié de près de 7% face au dollar sur la période, tandis que les primes d'assurance contre un défaut de la dette souveraine brésilienne à cinq ans (CDS) sont passées d'environ 120 à 144 points de base lundi, atteignant 152 points en séance. Cette correction reflète principalement le débouclage des positions prises en anticipation d'une victoire du candidat Flavio Bolsonaro, ainsi que l'anticipation d'un ajustement budgétaire insuffisant par les marchés.

Face à ces mouvements, le Trésor national est intervenu sur le marché obligataire en rachetant 31,6 Md BRL (5,3 Md EUR) de titres publics les 26 et 27 octobre, tout en annulant les émissions de nouveaux titres prévues pour la semaine, afin de limiter la volatilité et de préserver la liquidité du marché. Le gouvernement a indiqué être prêt à renouveler ces interventions si nécessaire. Le ministre des Finances, Dario Durigan, a également qualifié la réaction des marchés de disproportionnée, estimant qu'elle ne reflétait pas les fondamentaux de l'économie brésilienne.

Les entreprises tournées vers la consommation intérieure et sensibles aux taux d'intérêt ont été les plus pénalisées. Lundi, Magazine Luiza (-58,2%), Vamos (-56,8%) et C&A (-47,5%) ont enregistré des chutes particulièrement marquées. Les banques ont également subi des pertes importantes, notamment Banco do Brasil (-29,3%), BTG Pactual (-24,8%) et Bradesco (-21,7%). À l'inverse, certaines entreprises exportatrices ont bénéficié de la dépréciation du real, à l'image de Suzano (+10,1%), Embraer (+8,9%) et Vale (+4,0%).

Les marchés attendent désormais des signaux pour évaluer la trajectoire budgétaire, en particulier la présentation de mesures d'ajustement pour 2027 et la nomination du futur ministre des finances. Le choix de ce dernier constituera un indicateur de l'orientation de la politique économique du prochain mandat.

Cible budgétaire pour 2027

Réélu le 25 octobre, le président Lula devra tenir compte, dans la préparation du budget 2027, des mesures sociales et économiques annoncées par son gouvernement pendant la campagne. Le cadre budgétaire en vigueur depuis 2023 (« arcabouço fiscal »), repose notamment sur une cible annuelle de solde primaire et un plafond encadrant la croissance réelle des dépenses primaires. Pour 2027, le projet de loi de finances (PLOA), présenté le 31 août,

fixe la cible de solde primaire à un excédent de 0,5 % du PIB, soit 73,2 Md BRL, avec une marge de tolérance de 0,25 point de PIB de part et d'autre.

Le 26 octobre, au lendemain de la réélection du président et dans un contexte de forte réaction des marchés financiers, le ministre des Finances, Dario Durigan, a indiqué que le gouvernement entendait viser un excédent primaire effectif plus élevé en 2027, sans annoncer de nouvelle cible chiffrée. Il a également évoqué une initiative législative visant à renforcer l'engagement du gouvernement à atteindre le centre de la cible budgétaire, avec un texte à présenter au Congrès avant la fin de 2026.

Les coûts estimés des mesures annoncées pour 2027 comprennent 22,7 Md BRL pour la revalorisation de 15,04 % de Bolsa Família, entrée en vigueur en octobre 2026, et environ 5 Md BRL pour une troisième édition du programme Desenrola, consacré à la renégociation des dettes des ménages. S'y ajoute la gratuité des transports publics urbains le week-end et les jours fériés. Une proposition d'amendement constitutionnel (PEC), transmise au Congrès le 21 octobre, prévoit de consacrer au moins 26,8 % des amendements parlementaires obligatoires au financement de cette mesure, soit environ 12 Md BRL en 2027. Cette disposition reste soumise à l'approbation du Congrès.

Le ministère de la Planification et du Budget a estimé à environ 20 Md BRL les réallocations nécessaires au sein du budget fédéral de 2027 pour intégrer les mesures annoncées par le gouvernement (soit environ 1 % des dépenses primaires soumises au plafond). Le ministère a précisé que ces ajustements devaient être réalisés sans relever le plafond des dépenses ni modifier la cible de solde primaire. Une partie des coûts pourrait être absorbée par la révision des estimations de dépenses obligatoires, le reste devant être financé par des redéploiements entre postes budgétaires. Toutefois, le ministère n'a pas détaillé les dépenses concernées ni la répartition des crédits entre les différentes mesures.

Étude Économique & financière

La CNI abaisse sa prévision de croissance du PIB brésilien à 1,6 % pour 2026

La CNI a ramené sa prévision de croissance de l'industrie de 2 % à 1,3 %. Au sein de ce secteur, elle anticipe désormais une contraction de 0,7 % de l'industrie manufacturière, contre une croissance de 0,6 % prévue auparavant. Cette dégradation s'explique notamment par les coûts de production élevés, la concurrence des produits importés, le ralentissement de la demande et les conditions de financement défavorables. Le niveau élevé des taux d'intérêt pèse sur les décisions d'investissement des entreprises et sur la consommation des ménages, limitant les perspectives de reprise de l'activité industrielle.

La prévision de croissance des services a également été révisée à la baisse, de 1,9 % à 1,6 %. Ce ralentissement s'explique notamment par les performances moins favorables du commerce et des activités les plus sensibles aux conditions de crédit. La modération de la demande intérieure devrait ainsi limiter la progression de ce secteur, qui demeure un contributeur important à l'activité économique brésilienne.

À l'inverse, la CNI a relevé sa prévision de croissance de l'agriculture, de 1,8 % à 2,5 %, en raison de perspectives plus favorables pour la deuxième récolte de maïs. L'industrie extractive devrait, pour sa part, progresser de 9,1 %, portée par des perspectives plus dynamiques que celles des secteurs tournés vers la demande intérieure. La construction conserverait une croissance de 1,5 %, malgré un environnement financier peu favorable.

Sur le plan macroéconomique, la CNI prévoit une inflation de 5,15 % en 2026 et une baisse graduelle du taux directeur Selic, qui atteindrait 13,25 % en fin d'année. Ces projections s'inscrivent dans un contexte de maintien de conditions monétaires restrictives, susceptibles de continuer à peser sur le crédit, l'investissement et la consommation. La trajectoire de l'inflation et l'évolution de la politique monétaire demeureront donc déterminantes pour les perspectives de croissance.

Sur le marché du travail, la CNI anticipe une progression de 1,2 % de la population occupée et un taux de chômage de 5 % en fin d'année. Ces prévisions suggèrent une certaine résilience de l'emploi, malgré le ralentissement de l'activité économique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.
Rédaction : Rachèle Sannier (Conseillère macroéconomique), Léo Portier (Adjoint)

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr